

FRONT DE GAUCHE GENNEVILLOIS

REDONNER DU POUVOIR
AUX COLLECTIVITÉS:
UN ENJEU ESSENTIEL



Grégory Boulord

Sous les gouvernements successifs, les collectivités locales, notamment celles à sensibilité progressiste, se heurtent à un véritable dilemme.

La recentralisation des pouvoirs menée par l'exécutif affaiblit leur capacité d'action, tout en renforçant leur dépendance vis-à-vis de l'État.

La réduction des dotations et la suppression de la taxe d'habitation ont particulièrement fragilisé les communes, en limitant leurs marges de manœuvre financières.

Pour ces collectivités, historiquement attachées à la solidarité et aux services publics de proximité, les difficultés se sont accrues.

La logique néolibérale du «faire plus avec moins» impose aux élus locaux des choix difficiles, souvent au détriment des projets structurants et des politiques sociales.

Dans ce contexte, les collectivités progressistes sont en première ligne face à la hausse du chômage, à la précarité croissante et à l'affaiblissement des services publics.

Malgré ces défis, elles restent un contre-pouvoir indispensable, œuvrant pour la justice sociale et la transition écologique.

À Gennevilliers, la mobilisation est constante. Élus, agents municipaux et associations s'engagent pour maintenir l'entraide et la solidarité, préservant ainsi les valeurs progressistes, avec pour objectif d'améliorer le quotidien des habitants.

Vous pouvez toujours compter sur nous.

GROUPE SOCIALISTE,
RÉPUBLICAIN, CITOYEN

GENNEVILLIERS TOUJOURS
ENGAGÉE ET SOLIDAIRE !



Céline Lanoiselée

L'aide publique au développement (APD) permet d'aider financièrement des pays dans le monde entier en favorisant l'accès aux soins, à l'éducation par exemple et en orientant les politiques de certains pays vers le développement durable.

Or, pour la première fois depuis 7 ans, le gouvernement français a opéré une coupe budgétaire de 742 millions d'euros dans son aide publique au développement pour 2024, à l'heure où justement les pays les plus vulnérables doivent relever les défis inédits et colossaux face au dérèglement climatique et autres crises, notamment politiques.

À Gennevilliers plus que jamais, nous maintenons nos engagements en faveur de l'Ukraine en accueillant de nouveau des jeunes fragilisés par la guerre. Nous poursuivons avec force et conviction notre engagement au sein du Réseau de Coopération décentralisée à destination de la Palestine et plus particulièrement du centre social Al Bustan à Jérusalem Est. Du 20 au 24 octobre, nous accueillerons sur la ville des jeunes Palestiniens et nous savons que vous serez là pour les soutenir.

Nous réaffirmons l'idée d'une Europe unie et solidaire en entretenant des relations nourries avec nos villes jumelles européennes : Imola en Italie, Ostrowiec en Pologne et Bergkamen en Allemagne, que vous retrouvez comme chaque année à la foire aux vins et aux produits du terroir.

Ici à Gennevilliers la solidarité internationale n'est pas un vain mot et nous continuons à œuvrer pour apporter notre pierre à l'édition d'un monde meilleur.

groupe.socialiste@ville-gennevilliers.fr. 01 40 85 63 56

GENNEVILLIERS-ÉCOLOGIE/
EUROPE ÉCOLOGIE-LES VERTS

GOUVERNER
MAIS DÉCENTRALISER



Richard Merra

La contribution de ce mois est inspirée d'un texte de J.M. Denjean, animateur du groupe EELV de Gennevilliers et de Villeneuve-la-Garenne.

Le Président a enfin dévoilé sa stratégie en écartant un «gouvernement Lucie Castets» soutenu par le Nouveau Front Populaire. Avec la complétude du Rassemblement National, la Droite et le Centre pourront poursuivre la politique anti sociale si peu écologiste conduite depuis 2017.

Ce choix politique s'inscrit dans une vision plus large : celle de rester une ville populaire, accessible à toutes et tous, où les familles des classes moyennes et populaires ne sont pas exclues.

L'école ne s'arrête pas à la salle de classe. La Ville a également développé un éventail d'activités périscolaires, axées sur la culture, le sport et la citoyenneté. En collaboration avec les infrastructures locales, telles que le conservatoire, l'école des beaux-arts et les centres sportifs, ces activités permettent à chaque élève de s'épanouir dans des domaines variés.

En cette nouvelle rentrée, notre objectif reste le même : offrir à chaque enfant les clés pour s'épanouir, pour devenir un citoyen critique et engagé. Ensemble, nous devons poursuivre cette dynamique. Notre ambition est de toucher le plus grand nombre possible d'enfants.

Cette année, nous renouvelons notre engagement à faire de l'école publique un levier d'égalité et de réussite pour tous. Grâce à l'implication conjointe des parents, des enseignants, des associations et des services municipaux, cette rentrée sera une réussite pour chacun de nos élèves.

Enfin, ce changement culturel doit aussi s'attaquer à la citadelle du centralisme jacobin et bonapartiste, ce conservatisme qui fige la société. Le changement si nécessaire et attendu ne viendra pas d'en haut. Il faut alors aller jusqu'au bout de la décentralisation initiée par les Gauches de 1981. Ce serait l'une des réponses à la demande citoyenne qui est tant privée de leviers démocratiques. Ainsi, les élections locales de 2026 pourraient être les laboratoires d'une société nouvelle. Elles amplifieraient les changements du quotidien déjà à l'œuvre dans certains territoires.

UNION DES GENNEVILLOIS.E.S

GENNEVILLIERS MISE SUR L'ÉCOLE
PUBLIQUE: UNE RENTRÉE POUR TOUTS
NOS ENFANTS



Véronique Desmettre

À Gennevilliers, l'éducation est au cœur de nos priorités. La ville fait le choix d'investir massivement dans l'école publique pour garantir à chaque enfant un accès égal à une éducation de qualité.

Cet engagement se traduit par des moyens largement supérieurs à ceux investis dans la plupart des autres villes françaises.

Le Président a enfin dévoilé sa stratégie en écartant un «gouvernement Lucie Castets» soutenu par le Nouveau Front Populaire. Avec la complétude du Rassemblement National, la Droite et le Centre pourront poursuivre la politique anti sociale si peu écologiste conduite depuis 2017.

Ce choix politique s'inscrit dans une vision plus large : celle de rester une ville populaire, accessible à toutes et tous, où les familles des classes moyennes et populaires ne sont pas exclues.

En cette nouvelle rentrée, notre objectif reste le même : offrir à chaque enfant les clés pour s'épanouir, pour devenir un citoyen critique et engagé. Ensemble, nous devons poursuivre cette dynamique. Notre ambition est de toucher le plus grand nombre possible d'enfants.

Cette année, nous renouvelons notre engagement à faire de l'école publique un levier d'égalité et de réussite pour tous. Grâce à l'implication conjointe des parents, des enseignants, des associations et des services municipaux, cette rentrée sera une réussite pour chacun de nos élèves.

ENSEMBLE POUR GENNEVILLIERS

GENNEVILLIERS MISE SUR L'ÉCOLE
PUBLIQUE: UNE RENTRÉE POUR TOUTS
NOS ENFANTS

LES GENNEVILLOIS

COGEMUST, SYMBOLE
D'UN SERVICE PUBLIC EN DÉCLIN



Lætitia Ghirardi

Tous les jours, des responsables politiques de tous bords parlent de «service public» : une expression sacré, devenue quasi-magique, qui, à force d'incantations, se suffirait à elle-même pour rendre les gens tout à fait heureux.

S'il est vrai que, trop souvent, certains territoires en sont privés : quand il faut faire des kilomètres afin de trouver une école, un hôpital, une gendarmerie, ou même un magasin. Très souvent aussi, et il faut le souligner, le service public est là mais il est délivré de manière dégradée.

Prenons l'exemple du service public du logement et, en local, celui de Cogemust, une société mandatée par Gennevilliers Habitat pour effectuer les travaux d'entretien dans les logements du parc social. Sur le papier, l'idée est bonne ; dans la réalité, c'est un cauchemar.

Les appels des locataires sonnent dans le vide ; quand ils ont quelqu'un au bout du fil, l'interlocuteur n'est pas le bon ; quand ils ont la bonne personne, ils peinent à obtenir un rendez-vous ; quand ils ont un rendez-vous, le technicien pose un lapin ; et, quand il finit par venir, il ne résout rien.

Dans un tel contexte, si récurrent qu'il n'est en rien exagéré, et si absurde que cela déifie toute logique, doit-on dire merci le Service Public ? Entre la communication dans un magazine et la réalité de terrain, il y a désormais un fossé, qui exaspère voire désespère les citoyens.

Quand on fait appel à un organisme tiers, issu du privé, pour lui déléguer des missions essentielles de service à la population, il est impératif d'être vigilant et rigoureux sur la qualité du service rendu : c'est la position que nous avons exprimée dans une vidéo récente, postée sur les réseaux sociaux.

Malheureusement les temps changent et le niveau d'exigence baisse, l'exigence de l'engagement, du travail bien fait, de la satisfaction du bénéficiaire. N'oublions pas que ledit «service public» est financé par nos impôts, et que personne n'aime payer pour rien...

Heureusement, nombre d'agents ont encore cette exigence, faite de compétence professionnelle et de qualité humaine ; or, bien souvent, ce ne sont pas ceux-là que l'on met en avant. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant d'observer un résultat final qui donne le vertige...

LES RÉPUBLICAINS

URGENCE DIPLOMATIQUE
POUR L'UKRAINE ET GAZA



Philippe Hallais

Notre dirigeant s'est complu depuis juillet dans une activité désordonnée afin de résoudre les problèmes politiques qu'il a provoqués. Néanmoins, deux conflits internationaux majeurs mériteraient son attention et exigeraient des actions diplomatiques.

Le conflit russe-ukrainien et le risque d'une 3^e guerre mondiale

Depuis les accords de Minsk signés par la France en 2014 et 2015, aucune action d'envergure n'a été entreprise en termes diplomatiques. La position française est de soutenir unilatéralement le gouvernement ukrainien en transmettant à perte armes et fonds monétaires, sans vision future.

Cette guerre aurait fait au moins 600 000 morts depuis février 2022. La France s'hornerait de mettre tout en œuvre pour de nouveaux accords du type de ceux de Minsk.

Le conflit à Gaza et le risque d'un embrasement du Moyen-Orient

Le Hamas a délibérément attaqué Israël le 7 octobre 2023 avec prises d'otages. La réaction des Israéliens à cette agression a entraîné des souffrances supplémentaires au peuple palestinien. En effet, le Hamas utilise les Gazaouis comme bouclier humain, notamment en cachant les armes dans les écoles et les hôpitaux. La question des otages israéliens, qui est un élément essentiel d'un accord de cessez-le-feu, a été instrumentalisé par le Hamas, parfois d'une manière horrible (6 otages tués d'une balle dans la tête alors qu'ils allaient être libérés par Tsalal). La solution à deux états doit être envisagée fermement afin de ne plus considérer les Palestiniens comme des réfugiés à vie. Ce projet est possible : les organisations palestiniennes ont reçu des soutiens financiers très importants (sans qu'on exige de connaître l'utilisation réelle de ces fonds). De surcroit, une organisation spécifique l'UNRWA (environ 30 000 agents et un budget de plus d'un milliard de dollars) financée par l'ONU apporte une aide notable aux Palestiniens depuis 1949. Tout est donc possible, mais cela requiert une volonté politique, en tout cas plus que quelques phrases convenues sur X (ex Twitter).

Peut-on rappeler que, dans la tradition de la V^e république, la diplomatie est le domaine réservé du Président ?

CONTRIBUTION
NON PARVENUE

**LES CONTRIBUTIONS
PUBLIÉES
DANS CES PAGES
N'ENGAGENT
PAS LA RÉDACTION
DE GENNEVILLIERS
MAGAZINE**